

réunissant les chefs de gouvernement du Commonwealth. Nous avons interdit tant les nouveaux investissements en Afrique du Sud que le réinvestissement des bénéficiaires. Nous avons interdit la promotion du tourisme et interrompu les liaisons aériennes. Nous avons interdit l'importation de charbon, de fer et d'acier. En outre, nous avons clairement indiqué que, si d'autres mesures ne donnent pas les résultats attendus, nous sommes disposés à rompre nos relations économiques et diplomatiques avec l'Afrique du Sud. Le Canada secourt les victimes de l'apartheid en leur fournissant des bourses, une aide juridique et d'autres formes d'assistance. Nous contribuons de façon substantielle au développement des Etats de première ligne, tant sur le plan bilatéral que par l'intermédiaire de la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe. Nous exerçons notre influence partout où elle peut se révéler efficace afin d'intensifier les pressions contre l'apartheid.

Le Premier ministre du Canada a rencontré les dirigeants du Zimbabwe, de la Zambie et du Botswana à Victoria Falls en février dernier et j'ai effectué une tournée en Afrique australe il y a six semaines, pendant laquelle j'ai notamment rencontré à Pretoria le ministre sud-africain des Affaires étrangères. M. Oliver Tambo a fait une visite à Ottawa il y a un mois et il y a rencontré notre Premier ministre et d'autres dirigeants canadiens. Nous avons eu l'honneur d'accueillir, au début du mois en cours, le deuxième Sommet de la Francophonie à Québec et, le mois prochain, le Canada recevra à Vancouver les chefs de gouvernement du Commonwealth, la famille des nations dont l'Afrique du Sud faisait naguère partie.

La campagne visant l'abolition de l'apartheid est arrivée à un stade critique. Il importe que cette campagne se poursuive sans relâche, que les pressions restent constantes -- une pause pourrait donner à penser que l'apartheid est acceptable. Il ne l'est pas. Les pressions contre l'apartheid doivent se poursuivre et s'accélérer. Le défi qui se présente, tant au sein qu'à l'extérieur des Nations Unies, consiste à définir des moyens pacifiques et efficaces d'accroître ces pressions. Il ne suffit pas de demander à d'autres d'agir.

Le Canada estime que les sanctions imposées à l'encontre de l'Afrique du Sud ont été efficaces. Au cours des six premiers mois de l'année en cours, le Canada a réduit de 51 p. 100 ses importations en provenance d'Afrique du Sud. Mais l'impact de ces mesures n'est pas seulement d'ordre économique; il est également psychologique. Certes, le gouvernement sud-africain y a réagi en restreignant encore davantage les libertés, mais de plus en plus de Sud-africains